

Le grand **débat national**

PARIS
& **moi**

SYNTHÈSE DES
CONTRIBUTIONS PARISIENNES
AU GRAND DÉBAT NATIONAL

LA RÉPUBLIQUE
En Marche !
PARIS

SYNTHÈSE DES CONTRIBUTIONS PARISIENNES AU GRAND DÉBAT NATIONAL

124 ÉVÈNEMENTS ORGANISÉS À L'INITIATIVE DES
MARCHEURS ONT ÉTÉ RECENSÉS À PARIS !

28 sur les **4 thématiques**



14 sur la fiscalité et les dépenses publiques



15 sur l'organisation de l'état et des services publics



16 sur la transition écologique

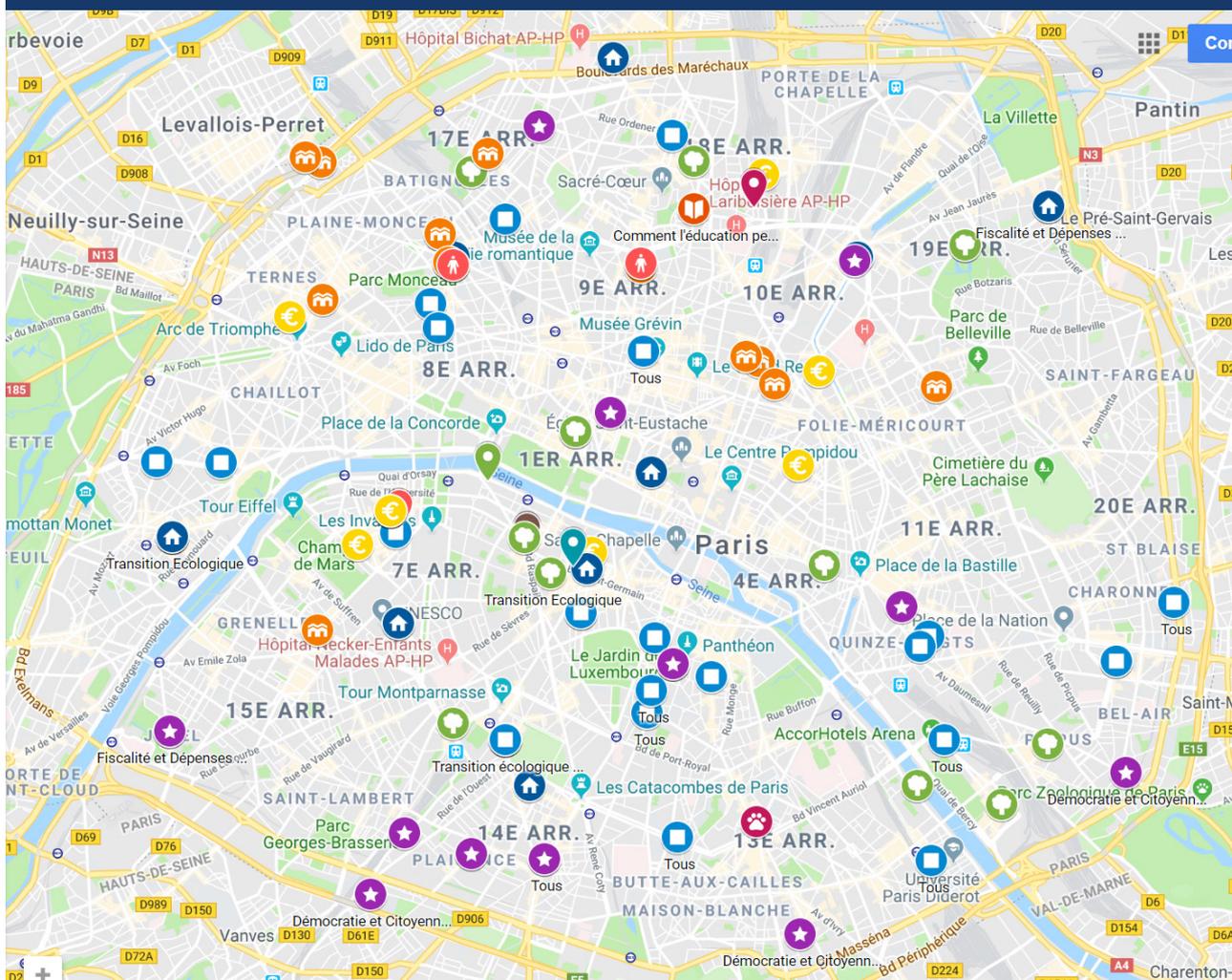


19 sur démocratie et citoyenneté

22 actions de terrains ou permanences

Le reste des événements portent sur des sujets et thématiques divers comme la condition animale ou encore l'éducation.

Comme le montre la carte ci-dessous, des débats ont été organisés dans tous les arrondissements !



INFORMATION METHODOLOGIQUE

La synthèse a été réalisée à partir de deux sources d'informations :

- ▶ La remontée des synthèses des différents débats riches et divers qui ont eu lieu lors des événements organisés par les Marcheuses et les Marcheurs au niveau parisien
- ▶ L'extraction des contributions sur la plateforme l'Atelier des Idées mise en place par La République En Marche
- ▶ Cette synthèse reprend les grands thèmes évoqués lors des différentes réunions en introduisant des éléments de contexte, le diagnostic qui a émergé au cours des différentes réunions et les propositions concrètes en lien avec ce thème qui ont fait consensus



LA FISCALITE ET LES DEPENSES PUBLIQUES

Former, informer et responsabiliser les citoyens face à l'impôt

Les citoyens devraient percevoir réellement les avantages de notre modèle social. Une meilleure communication sur les bienfaits de l'État providence s'impose, notamment face à la désinformation qui entoure l'utilisation des deniers publics.

- ▶ **Afficher** sur les lieux de consommation du **coût et du budget des établissements publics** (collèges, hôpitaux, commissariat ...) ;
- ▶ **Faire apparaître sur toute facture issue d'un service public le coût réel de ce service public** (ex : tickets de caisse en pharmacie, facture d'hôpital, coût d'une année scolaire au collège, au lycée...) ;
- ▶ **Envoyer à chaque français une note résumée sur les dépenses et recettes publiques** après l'adoption de chaque loi de finances ;
- ▶ Créer une **fiche indiquant combien rapportent les impôts en salaires différés** sur le format « ce que financent 1 000€ de dépenses publiques » qui a beaucoup plu. Et y faire apparaître l'état financier de la France (endettement, déficit) pour souligner l'effort que tous les citoyens doivent faire ;
- ▶ **Proposer une formation économique des jeunes en matière d'impôts** via des cours d'instruction économique.

Faire un effort de simplification sur le calcul de l'impôt et la représentation de sa répartition.

La compréhension et l'adhésion à l'impôt passent aussi par un effort de simplification sur le calcul de l'impôt et la représentation de sa répartition. En effet, trop de taux sur des bases différentes donnent le sentiment d'une grande complexité, génératrice de méfiance, de coûts (les fonctionnaires) et d'injustice.

- ▶ **Fusionner la CSG à l'impôt sur le revenu** pour plus de simplicité, et d'étendre l'assiette et la progressivité de ce nouvel impôt ;
- ▶ **Remettre à plat les niches fiscales** et évaluer leur efficacité économique ;
- ▶ **Stabiliser l'impôt** sur une période de 5 ans ;
- ▶ **Maintenir les abattements pour les dons** aux œuvres et emplois à domicile et le CIR et octroyer des réductions d'impôts pour les dons aux organismes de recherche et développement ;
- ▶ **Supprimer l'argent liquide** afin de limiter la fraude et les trafics illicites ;
- ▶ **Harmoniser la fiscalité au niveau européen.**

D'une manière générale, on retrouve dans le débats Parisiens une grande réceptivité sur les sujets européens et sur l'intérêt d'avoir une Europe plus forte, et ce, dans plusieurs domaines.

Le sentiment d'injustice est clairement partagé par les Parisiens et c'est sur cette thématique qu'ont porté de nombreuses propositions. Que ce soit sur les formes de taxation, le coût de la vie ou l'accès au logement, les Parisiens ont avancé de nombreuses propositions.



LA FISCALITE ET LES DEPENSES PUBLIQUES

Instaurer plus d'équité dans la taxation

- ▶ **Augmenter les impôts des grands groupes et taxer les GAFA ;**
- ▶ **Imposer les Français expatriés à l'étranger ;**
- ▶ **Réformer la TVA pour la rendre plus équitable :** augmenter davantage le montant de la TVA sur le luxe « sur ces biens le prix n'est pas un obstacle à l'achat » pour baisser (voire supprimer) celle sur les produits de première nécessité (eau, électricité, alimentation ...) ;
- ▶ Alléger / **exonérer de TVA les produits fabriqués localement** et instaurer un malus sur les produits locaux ou importés ne respectant pas les règles écologiques ;
- ▶ **Que chacun paye l'impôt** sur le revenu à partir de 1€ ;
- ▶ Repenser l'**impôt sur le revenu pour le rendre plus juste** (plus progressif avec des tranches re- vues pour éviter les effets de seuils ? avec une tranche supplémentaire pour les hauts revenus ?).

Faciliter le coût de la vie à Paris

- ▶ Idée d'un **SMIC local** pour tenir compte du coût de la vie ;
- ▶ Sur la santé, **idée d'une mutuelle publique ;**
- ▶ Santé publique : **augmenter les prix du tabac, de l'alcool et légaliser le cannabis** pour ren- flouer les caisses de l'État ;
- ▶ **Aider les retraités Parisiens** en renforçant leur pouvoir d'achat : supprimer la CSG sur les retraites, indexer les retraites sur l'inflation, rehausser le minimum vieillesse au niveau du smic, augmenter de 100 euros les retraites de moins de 2000 euros... Là encore, les propositions se sont multipliées.

Tenir compte de l'explosion des prix de l'immobilier Parisien

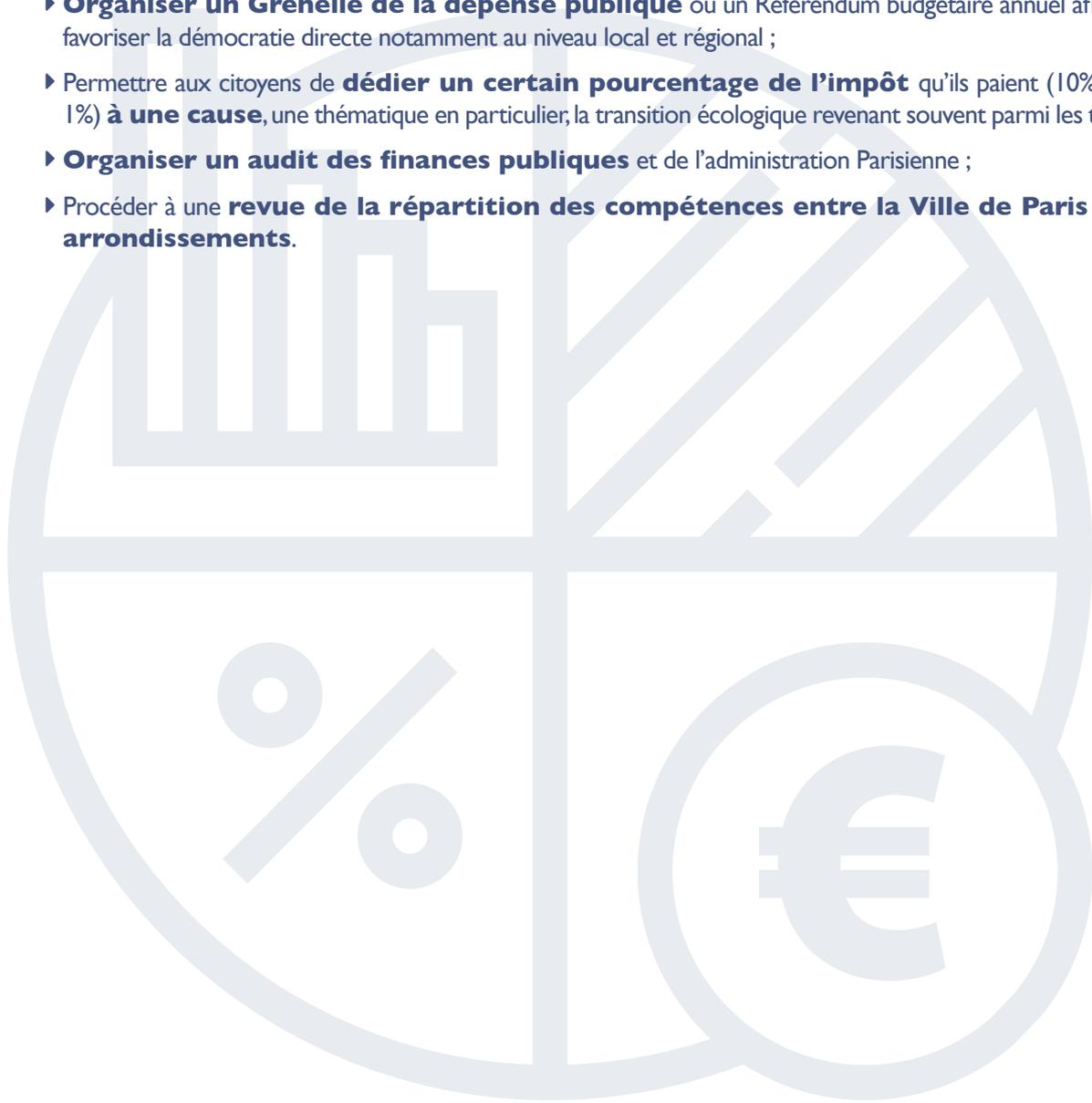
Un sentiment d'injustice est vécu par les Parisiens qui subissent de plein fouet l'explosion des prix de la pierre à Paris, les rendant éligibles à l'impôt sur la fortune immobilière. Ils se sont également exprimés sur la taxe foncière et la taxe d'habitation.

- ▶ **Sortir la résidence principale de l'IFI.**
- ▶ **Réformer l'IFI :** baisser le taux, monter le seuil, le supprimer ... les propositions ne manquent pas sur le sujet ;
- ▶ Favoriser une incitation fiscale pour permettre **une meilleure transmission du patrimoine** de son vivant ;
- ▶ **Rendre la taxe foncière progressive ;**
- ▶ Faire en sorte que la suppression de **la taxe d'habitation** ne conduise pas à supprimer la participation des **résidences secondaires** à la vie de la commune.

Pour une fiscalité plus efficace et acceptée

La question du choix et des pistes de diminution de la dépense publique est un sujet complexe, pour lequel le consensus est difficile à trouver. Elle oblige à des choix politiques et relève de la perception du rôle de l'État. Les citoyens partagent le sentiment d'un manque de clarté sur le processus de décisions concernant les dépenses publiques et veulent y prendre activement.

- ▶ **Organiser un Grenelle de la dépense publique** ou un Référendum budgétaire annuel afin de favoriser la démocratie directe notamment au niveau local et régional ;
- ▶ Permettre aux citoyens de **dédier un certain pourcentage de l'impôt** qu'ils paient (10%, 5% ou 1%) **à une cause**, une thématique en particulier, la transition écologique revenant souvent parmi les thèmes ;
- ▶ **Organiser un audit des finances publiques** et de l'administration Parisienne ;
- ▶ Procéder à une **revue de la répartition des compétences entre la Ville de Paris et les arrondissements**.





L'ORGANISATION DE L'ÉTAT ET DES SERVICES PUBLICS

L'administration numérique est très attendue, mais dans le même temps les Français accordent une grande importance aux liens avec les agents publics. Ce contact direct au guichet ou par téléphone ne doit pas disparaître avec la numérisation des démarches administratives.

Rétablir l'égalité d'accès aux services publics

Les citoyens nourrissent le souhait d'être traités de la même manière dans une grande métropole et dans une petite ville de région. Mais la polarisation urbaine et les contraintes budgétaires ont conduit à des inégalités d'accès que le numérique ne saurait résorber seul.

- ▶ **Un référent unique automatique pour les plus fragiles**, une seule personne pour aider et accompagner tous les bénéficiaires des minimas sociaux dans leurs démarches administratives, avec la possibilité de faire les demandes à leur place ;
- ▶ **Des télé-rendez-vous dans les mairies** des villages, en installant des espaces numériques accessibles aux habitants pour leur permettre, par visioconférence, de faire leur démarche directement auprès des services administratifs compétents ;
- ▶ **Un indicateur local de présence des services publics** pour évaluer les inégalités territoriales d'accès aux services publics de manière indépendante et permettre aux citoyens de juger l'action de leurs représentants pour les résorber.

Aller vers une numérisation qualitative de l'administration

La numérisation des services publics est en marche, avec l'objectif de 100 % de procédures dématérialisées d'ici la fin du quinquennat. Elle doit permettre de réorienter les agents vers des missions plus qualitatives pour les usagers et en même temps plus valorisantes pour eux.

- ▶ **Des guichets qualitatifs et décisionnels**, pour donner plus d'autonomie aux premiers agents qui accueillent le public et leur permettre, dans certaines conditions, de prendre une décision rapide pour les demandes les plus simples ;
- ▶ **Un point d'entrée unique dans l'administration** en responsabilisant le premier agent qui a réceptionné la demande qui aura la charge de suivre personnellement la demande, en vue d'éviter le renvoi du citoyen vers un autre service ;
- ▶ **Améliorer les horaires d'ouverture des services administratifs**, en ouvrant les guichets jusqu'à 20h et le samedi, le cas échéant en réduisant les horaires d'ouverture en dehors des heures de pointe, en pleine après-midi par exemple ;
- ▶ **Réduire la fracture numérique** grâce aux associations qui, au-delà de la formation et de l'aide, doivent pouvoir réaliser les démarches à la place des citoyens, avec des subventions publiques financées par les économies liées à la dématérialisation.

Faire un vrai bilan de la décentralisation

Un millefeuille administratif s'est constitué par vague successive de décentralisation et de déconcentration, qui nuit à la lisibilité de l'action publique par les citoyens. Avant tout nouveau transfert de compétences, il est indispensable de clarifier les rôles de chacun au niveau local.



LA TRANSITION ECOLOGIQUE

De meilleurs moyens de transport pour une ville plus propre et moins clivée

Les transports sont un des secteurs les plus émetteurs au monde, entraînant une pollution de l'air importante mais aussi visuelle et sonore. Se pose alors la question de la mobilité dans la ville pour améliorer notre qualité de l'air et réduire la pollution.

- ▶ **Développer les mobilités douces** (vélo, co-voiturage, transports en commun) ;
- ▶ **Réduire les distances en favorisant les circuits-courts** ;
- ▶ **Modifier ou supprimer le périphérique** ;
- ▶ **Impliquer la Mairie dans un maillage territoriale des déchetteries** pour un recyclage à moindre coût et une valorisation directe (par méthanisation, composte, réutilisation...).

Des logements modernes pour réduire nos émissions et préserver notre pouvoir d'achat

Améliorer l'isolation thermique des bâtiments dans une ville comme Paris présente un double avantage : réduire nos émissions de gaz à effet de serre et redonner du pouvoir d'achat aux habitants en réduisant leurs factures énergétiques. Cependant, cela ne peut se faire qu'au travers d'investissements importants que la relation propriétaire-locataire, répandue à Paris, peut freiner.

- ▶ Créer au niveau des Mairies un **guichet unique de l'isolation thermique** ;
- ▶ Aller plus loin, à l'échelle de Paris, que la réglementation thermique 2020 en obligeant à **interdire les moyens de chauffages « fossiles »** pour tout bâtiment neuf ;
- ▶ Offrir la possibilité de tiers-investissement pour les travaux de **rénovation énergétique** ;
- ▶ **Faire de Paris le fer de lance de la rénovation énergétique** du patrimoine public.

Responsabiliser les citoyens individuellement et collectivement en les informant mieux

Informier et former les citoyens est un préalable indispensable à une transition écologique apaisée socialement. C'est en comprenant les causes et les conséquences du changement climatique que les citoyens pourront assumer, tout comme l'Etat, leurs responsabilités.

- ▶ **Étiquetage complet et exhaustif** informant sur l'impact carbone du produit ;
- ▶ **Faire une campagne de publicité** à l'image de manger-bouger sur « 5 actions écologiques concrètes pour tous les jours » ;
- ▶ **Être consom'acteur** et boycotter les produits à forte empreinte carbone ;
- ▶ **Éduquer et sensibiliser les citoyens**, en prévoyant des interventions claires et structurées dans les écoles, collèges et lycées. Faire une élection d'éco-délégué en même temps que celle des délégués de classes en charge des sujets écologiques au sein de l'établissement.



LA TRANSITION ECOLOGIQUE

Refondre notre fiscalité pour limiter le réchauffement climatique

Les énergies fossiles jouent un rôle prépondérant et sont indispensables au fonctionnement de notre économie, mais il faut inciter à leurs diminutions. De plus, l'énergie a totalement supplanté l'emploi comme premier facteur de production dans notre économie. Une baisse des émissions, et donc de la consommation d'énergie, va mener à une diminution de l'indicateur PIB qui se révèle ainsi être un indicateur incapable de rendre compte des gains sociaux et sociétaux à limiter le réchauffement climatique.

- ▶ **Remplacer le PIB** comme indicateur de la réussite économique d'une politique ;
- ▶ **Moduler la TVA** en fonction de l'impact écologique du produit ;
- ▶ Mettre en place un grand **emprunt national écologique** ;
- ▶ **Créer un label** économie circulaire décarbonée parisien.

Préserver la biodiversité, adapter notre agriculture et nos modes de consommation

L'impact du réchauffement climatique, et plus généralement de l'activité humaine, sur la biodiversité est extrêmement inquiétant au moment où le sujet d'une sixième extinction est de plus en plus évoqué. Il faut donc préserver cette richesse nécessaire qu'est la biodiversité, ce qui ne sera possible qu'en revoyant nos modes de production et de consommation.

- ▶ **Instaurer des menus sans viandes** dans les établissements publics au moins une fois par semaine ;
- ▶ **Interdire les emballages à usage unique** ;
- ▶ **Sanctuariser des surfaces pour la biodiversité** et mieux appliquer les réglementations (comme celle interdisant de détruire les zones boisées du Bois de Boulogne) ;
- ▶ **Introduire une agriculture locale raisonnée et écologique** dans des espaces parisiens.



DÉMOCRATIE ET CITOYENNETÉ

Moderniser les élections pour une citoyenneté du XXI^{ème} siècle

Une révision constitutionnelle est en cours pour notamment intégrer une dose de proportionnelle aux élections législatives mais également réduire le nombre de parlementaires.

- ▶ **La prise en compte du vote blanc aux élections législatives** pour qu'en cas de bulletins blancs majoritaires une nouvelle élection ait lieu avec de nouveaux candidats pour chaque parti ;
- ▶ **Expérimenter le vote électronique** de manière sécurisée auprès des certaines parties du corps électoral et dans certains territoires ;
- ▶ **Rendre le droit de vote effectif pour tous**, y compris pour les citoyens incarcérés, les gens du voyage et les personnes placées sous tutelle .

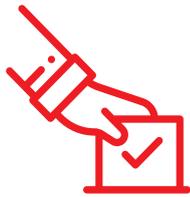
Une meilleure participation citoyenne à la démocratie représentative

Notre V^{ème} République doit répondre à une double injonction : l'attachement à la démocratie représentative est rappelé par tous, mais les citoyens ne peuvent participer à la décision politique qu'au moment de la désignation de leurs représentants.

- ▶ **Redonner l'initiative aux citoyens** en ouvrant la possibilité de propositions de lois d'initiative citoyenne et en facilitant l'organisation de référendum d'initiative partagée ;
- ▶ **Intégrer les citoyens à la procédure législative** en créant un droit d'amendement citoyen et une navette parlementaire citoyenne pour leur soumettre les textes avant leur adoption, mais également en organisant des conférences citoyennes pour les grands projets de lois ;
- ▶ **Mieux représenter la société civile** en associant les citoyens à la désignation des syndicats et des associations qui les représentent au sein d'une chambre participant à la procédure législative et au contrôle de l'action du Gouvernement.

Une démocratie plus transparente pour les citoyens

- ▶ **L'open data des frais parlementaires** pour permettre aux citoyens de contrôler l'usage des deniers publics par leurs représentants dans un cadre déontologique clair ;
- ▶ **Renforcer le contrôle démocratique de l'administration** pour donner plus de transparence aux citoyens sur les conditions de carrières des hauts cadres de la fonction publique.



DÉMOCRATIE ET CITOYENNETÉ

Créer une véritable citoyenneté parisienne

La dynamique de démocratie locale lancée par Bertrand Delanoë doit être approfondie pour faire de Paris un laboratoire de la démocratie délibérative. Via une expérimentation législative, les Parisiens se verraient confier de nouveaux droits pour les associer davantage à la prise de décision au niveau de la Ville et de leur arrondissement, mais également pour initier des projets au niveau local.

- ▶ **Le vote électronique**, en s'inspirant du modèle mis en place pour les élections législatives de 2012 pour les Français établis hors de France, pour permettre aux Parisiens de voter par internet ;
- ▶ **Une consultation décisionnelle obligatoire** sur les modifications des règles d'urbanisme et sur le lancement de grands projets au niveau de la Ville ou de l'arrondissement ;
- ▶ **Un droit de pétition locale** pour interpellier la Ville de Paris, pour soumettre un vœu ou une délibération au Conseil de Paris ou au conseil d'arrondissement ;
- ▶ **Un référendum d'initiative locale**, qui pourrait être activé par 10% des Parisiens ou 20% des habitants d'au moins deux arrondissements, pour prendre une décision relevant de la compétence de la Ville de Paris ;
- ▶ **Le droit de vote à partir de 16 ans**, pour éduquer et préparer les jeunes parisiens à l'exercice de leurs droits civiques au niveau national ;
- ▶ **Le droit de vote des étrangers**, pour associer les Parisiens quelle que soit leur nationalité à la vie locale, avec une condition de résidence renforcée ;
- ▶ **La création de comités de Parisiens tiré au sort** pour contrôler les politiques publiques, avec la possibilité de lancer des commissions d'enquête indépendantes.



PARIS
& moi



LA RÉPUBLIQUE
En Marche!
PARIS